
**L'État palestinien en question
La solution des deux États
est-elle encore possible ?**

Denis Bauchard

Mars 2010



**Programme
Moyen-Orient
et Méditerranée (MOM)**

Une solution de la dernière chance ?

Des voix s'élèvent de part et d'autre pour refuser la fatalité et tenter de promouvoir une solution de la dernière chance.

Tel est le propos des 17 anciens ambassadeurs qui ont eu, par le passé, à traiter des problèmes du Moyen-Orient, notamment de la question du processus de paix. Ils viennent d'adresser une lettre au président Nicolas Sarkozy, qui envisage de prendre une nouvelle initiative²¹. Cette lettre rappelle que l'UE, à l'occasion du tout récent sommet du 11 décembre, a confirmé les grands principes d'une solution (frontière coïncidant avec la Ligne verte, partage de Jérusalem qui doit être la capitale à la fois d'Israël et de la Palestine, solution du problème des réfugiés), et propose que le Conseil de sécurité se saisisse du dossier, dégage une solution de compromis et adopte une résolution contraignante.

L'initiative arabe présentée par le roi d'Arabie Saoudite, alors prince héritier, lors du sommet de la Ligue arabe de Beyrouth (2002), renouvelée à l'occasion du sommet de Ryad (2007) et soutenue par de nombreux pays, reste une référence par son offre de reconnaissance de l'ensemble des pays arabes en échange de la création d'un État palestinien sur les frontières de 1967.

Tel est également le propos de l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, qui dans un livre récent lance un cri d'alarme : à la suite d'une analyse très lucide, qui ne ménage ni l'AP, ni les gouvernements israéliens successifs, il présente un plan en sept points, comprenant notamment la proclamation immédiate de l'État palestinien, la mise en place d'une *Task Force* internationale, civile et militaire, une « division fonctionnelle » de Jérusalem en deux capitales et des mesures visant à donner à Israël des garanties de sécurité²².

Ces propositions essaient de provoquer une nouvelle dynamique, en créant une prise de conscience et en avançant une méthode de travail plus efficace. Sur le fond, elles reprennent très largement les solutions qui avaient pu s'esquisser tant à travers les « paramètres » de Bill Clinton, que le relevé de conclusions de Taba,

²¹ Lettre reproduite par le site Internet du journal *Le Monde*, le 1^{er} mars 2010.

²² E. Barnavi, *Aujourd'hui ou peut être jamais. Pour une paix américaine au Proche-Orient*, Paris, André Versailles, 2009.

ou l'accord de Genève. Elles ne pourront déboucher sur un règlement de la question palestinienne que si les États-Unis comme l'Europe décident d'utiliser conjointement et avec fermeté les moyens de pression dont ils disposent.

Toutes ces initiatives visent à éviter l'irréparable, avec le souci de garantir la sécurité d'Israël et de pérenniser sa présence. La solution du statu quo, même évolutif, est à la fois la plus facile et la plus dangereuse à terme pour Israël. Lourde de menaces et d'incertitudes, elle peut déboucher sur une situation chaotique dont seraient victimes non seulement Israël mais également les pays voisins, notamment la Jordanie et l'Égypte, dont les gouvernements modérés sont déjà fragilisés et en porte-à-faux par rapport à leur opinion publique. Ce scénario ne pourrait que renforcer le sentiment qu'Israël devient un pays d'apartheid, écartant donc de tout droit civique une partie importante de sa population. Ce reproche, qui venait jusqu'à présent des opinions arabes, commence à être exprimé par des personnalités aussi peu suspectes d'antisémitisme que le président Jimmy Carter²³, qu'une délégation de juifs sud-africains qui relèvent une similitude troublante entre la politique qu'ils ont combattue et celle menée par Israël²⁴, ou que Henry Siegman, un de ceux qui ont le plus œuvré en faveur du processus de paix²⁵.

Charles Enderlin, lui-même de nationalité israélienne, fait partie de ces esprits lucides qui s'inquiètent de la dérive qu'ils constatent dans la politique d'Israël. Dans sa préface au livre d'Emmanuel Faux²⁶, lui-même ancien correspondant d'*Europe 1* à Jérusalem, il constate : « Rabbins et généraux sont au gouvernement, maîtres de ce pays en éternel devenir... la stratégie actuelle ne conduit-elle pas inexorablement à la disparition de la solution des deux États et d'ici quelques générations, à un État binational ? Ce serait l'échec du sionisme tel que le rêvait Théodore Herzl. Israël parviendra-t-il à surmonter le démon de l'occupation avant que mes enfants et petits-enfants aient à subir à nouveau un conflit meurtrier ? La question est existentielle ».

Tout est dit. Le débat est ainsi clairement posé.

²³ J. Carter, *Palestine : la paix, pas l'apartheid*, Paris, L'Archipel, 2007.

²⁴ D. Cohen, *Apartheid et Israël*, Arles, Actes Sud, 2008.

²⁵ H. Siegman, « For Israel, Defiance Comes at the Cost of Legitimacy », *Financial Times*, 23 février 2010.

²⁶ E. Faux, *Le Nouvel Israël : un pays en quête de repères*, Paris, Le Seuil, 2008.